

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Bolivie-la-terre-menacee-par-les-investisseurs-etrangers>

Bolivie : la terre menacée par les investisseurs étrangers

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : jeudi 14 avril 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Plus d'un million d'hectares sont passés aux mains par d'investisseurs ou sociétés étrangères en Bolivie ces dernières années. En première ligne, les grandes sociétés brésiliennes qui possèdent quelque 700 000 hectares, les argentines 100 000.

Un rapport de la Fundación Tierra, cité par [Bolpress](#) parle d' « internationalisation de la terre bolivienne ». D'autant que ce phénomène s'accompagne de celui de concentration. La Bolivie n'est pas le seul pays à faire les frais d'un phénomène qui touche l'Amérique Latine mais aussi l'Afrique.

Sous la poussée de la hausse des prix des denrées alimentaires et des besoins en bio carburants, les multinationales ont mis la main sur des millions d'hectares ; et des pays ayant un déficit alimentaire, car possédant peu de terres et une population nombreuse, se sont lancés dans cette course à l'achat ou à la location à grande échelle de terres dans d'autres pays.

L'Amérique du Sud de fait est vue par les investisseurs comme une des meilleures cibles et les multinationales jettent leur dévolu sur des milliers d'hectares. Il y a deux ans de grands producteurs d'huile d'Inde ont demandé des terres aux gouvernements de l'Uruguay et du Paraguay pour cultiver des oléagineux mais aussi des lentilles. Et très récemment la Chine a eu des visées très claires sur plus de 350 000 en Patagonie (El Correo)

Au Brésil et en Argentine, les investisseurs ciblent leurs demandes sur la culture du soja et autres dérivés -les deux pays concentrent 45 millions d'hectares dédiés à cette seule culture.

Des plus petits pays de la région -Paraguay, Uruguay et Bolivie-, l'internationalisation des terres passe par une dimension plus régionale à première vue, on pourrait donc parler de « latinoamericanisation » de la propriété terrienne.

Mais l'arbre ne doit pas cacher la forêt. Qui se trouve derrière les dits investisseurs argentins ou brésiliens ? En effet, au Paraguay, sur les 3 millions d'hectares de soja, 60% seraient la propriété de brésiliens, ou plutôt de société de nationalité brésilienne. En Uruguay sur les quasi 500 000 hectares produisant du soja, la quasi totalité serait louée par des sociétés argentines. Mais là encore ce sont des sociétés qui ont des filiales en Argentine ou au Brésil, mais qui peuvent être multinationales.

Pour la Fundación Tierra, la question du soja en Bolivie est différente car tout d'abord la productivité n'est pas comparable avec un rendement par hectare de 2,5 contre 4. Surtout la concentration est encore plus grande : quelque 10 000 familles paysannes regroupées dans les régions comme San Julián, Yapacaní, San Pedro, Mineros et Cuatro Cañadas- représentent 6 % de la production.

De plus pour le moment, les impôts fonciers et autres taxes qui participent au financement public en Argentine ou Brésil sont quasiment absents en Bolivie. Enfin, le système de cadastre et de registre de transactions est encore déficient et ne permet pas de savoir qui est propriétaire de quoi ou qui achète quoi.

Difficile alors de suivre sur le plan juridique les acquisitions faites par de grands investisseurs étrangers. Pour le moment la loi en permettant l'acquisition de terres par des propriétaires étrangers dès lors qu'ils résident dans le pays fait le jeu des grands propriétaires étrangers qui peuvent à travers une filiale peuvent facilement être domiciliés.

Cette association estime ainsi que quelque 200 ou 300 personnes dotées d'une grande concentration de terres et d'un certain pouvoir économique, ont en vendant ou louant leurs terres aux investisseurs étrangers, rejoint ainsi le modèle du soja. C'est surtout dans la province -aux vellétés sécessionniste de Santa Cruz - que ce phénomène es

Bolivie : la terre menacée par les investisseurs étrangers

patent : 52% de la terre y est destinée au soja et plus de 70% du soja se trouve dans des mains étrangères : les plus grands producteurs de soja de cette province sont brésiliens (40%), et il ne faut pas oublier les japonais (7%).

Aujourd'hui malgré un processus de réforme agraire et de changement profond, les meilleures terres du pays ne sont pas aux mains de la population et surtout n'est pas cultivé ce dont elle a besoin pour vivre, mais ce qui va s'avérer rentable pour celui qui loue ou possède la terre en fonction des prix internationaux à l'export. En février dernier, le gouvernement bolivien a dessiné une réforme qui pourrait viser à l'expropriation de plusieurs milliers d'hectares aujourd'hui exploités par des investisseurs étrangers, afin de rééquilibrer la situation.

El Correo, 3 avril 2011

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).